

# De quel droit l'État exerce-t-il un pouvoir ?

L'État, en tant que pilier central de l'organisation sociale et politique, détient et exerce un pouvoir considérable dont la portée et la nature sont souvent sujettes à débat. Ce pouvoir, dont l'État est le dépositaire, a-t-il une source ou une origine particulière ? Comment est-il validé et accepté par ceux qui en sont les destinataires ? Quels sont les règles et principes qui guident son exercice ? Enfin, est-il possible et souhaitable de remettre en question ce pouvoir ? Autant de questions essentielles que cette dissertation vise à aborder et à explorer à travers une réflexion articulée en quatre axes principaux. Le premier s'intéressera à l'origine et à la nature du pouvoir de l'État d'un point de vue théorique. Le deuxième examinera les mécanismes de légitimation du pouvoir de l'État, en se concentrant notamment sur le rôle de l'entente sociale et du consentement des gouvernés. Le troisième se penchera sur l'exercice concret du pouvoir de l'État, en y interrogeant sa nécessité et ses limites éthiques. Enfin, le dernier axe portera une vision critique et prospective sur le pouvoir de l'État, en envisageant sa possible remise en question.

## I. L'origine et la nature du pouvoir de l'État: perspective théorique

La question du droit de l'État à exercer son pouvoir est intrinsèquement liée à la compréhension de l'origine et de la nature de ce même pouvoir. On distingue historiquement deux grandes théories pour expliquer l'établissement du pouvoir de l'État : la théorie du droit divin, qui voit en l'État une institution ordonnée par une puissance divine, et la théorie du contrat social, initiée principalement par Jean-Jacques Rousseau, qui affirme que le pouvoir de l'État est d'origine humaine.

Dans le cadre du contrat social, l'État est conceptualisé comme le produit d'un accord volontaire entre les individus visant à réaliser la paix civile. Les individus, par peur de l'absence de sécurité dans l'état de nature décrit par Hobbes, acceptent de se soumettre à un pouvoir supérieur en échange de la garantie de leurs droits et de leur sécurité. C'est donc à travers ce contrat social que l'État tire sa légitimité à exercer son pouvoir.

Toutefois, ce pouvoir n'est pas illimité. Les citoyens eux-mêmes en sont les bailleurs de fonds. Selon la vision de John Locke, les individus transfèrent uniquement certains de leurs droits à l'État et conservent leurs droits inaliénables, tels que la vie, la liberté et la propriété. L'État doit donc toujours respecter ces droits fondamentaux lorsqu'il exerce son pouvoir.

Dans une perspective moderne, l'approche institutionnaliste de Max Weber considère que l'État est une entité qui possède le monopole de la violence légitime sur un territoire donné. Le droit de l'État à exercer son pouvoir est donc lié à sa capacité à maintenir l'ordre et à imposer son autorité.

### II. Légitimation du pouvoir de l'État : entente sociale et consentement des gouvernés

Si le pouvoir de l'État trouve son origine dans la volonté collective des individus, il doit constamment veiller à maintenir sa légitimité. Celle-ci repose principalement sur deux piliers : l'entente sociale et le consentement des gouvernés.

Dans un premier temps, l'État doit garantir une entente sociale, c'est-à-dire maintenir l'équilibre entre les différents groupes de la société. Ceci nécessite l'établissement d'une justice équitable et de lois qui régissent les comportements individuels et collectifs. C'est ce qu'affirme John Rawls dans sa théorie de la justice : l'État a pour rôle de garantir la coopération sociale en instaurant un cadre régulateur juste.

Par ailleurs, la légitimité du pouvoir de l'État est également conditionnée par le consentement des gouvernés. La notion de consentement présentée par Rousseau implique que l'État ne peut exercer son pouvoir sans le consentement de ceux sur qui ce pouvoir est exercé. C'est à travers une démocratie participative que ce consentement peut être obtenu et renouvelé.

Cependant, le consentement ne saurait être réduit à un acte ponctuel, comme le vote lors d'une élection. Il doit être vu comme un processus continu de dialogue et de délibération entre les citoyens et l'État. Dans cette perspective, l'éducation civique et la participation active aux affaires publiques sont cruciales pour maintenir un véritable consentement des gouvernés.

## III. L'exercice du pouvoir de l'État : entre nécessité et limite éthique

Il est indéniable que l'État doit exercer son pouvoir afin de garantir l'ordre public et le bien-être général de la société. Cependant, la manière dont ce pouvoir est utilisé doit être éthiquement justifiée. Il existe toujours un risque que le pouvoir de

l'État se transforme en tyrannie ou en oppression.

Une approche utilitariste soutiendrait que le pouvoir de l'État se justifie s'il est utilisé pour maximiser le bonheur général de la société. Cette perspective, promue par des philosophes comme Bentham et Mill, implique que l'État doit toujours veiller à agir dans le meilleur intérêt de la collectivité lorsqu'il exerce son pouvoir.

Toutefois, une telle vision peut être critiquée à la lumière des droits de l'homme. Les individus ont des droits fondamentaux qui ne peuvent être sacrifiés au nom du bien-être général, même si cela entraîne une augmentation nette du bonheur de la société. L'État doit donc accomplir son devoir de protection des droits des citoyens tout en exerçant son pouvoir.

De plus, le pouvoir de l'État doit être exercé de manière transparente et responsable. La responsabilité et la responsabilité sont deux principes fondamentaux qui doivent guider l'action de l'État. En effet, si l'État est le garant du bien commun, il doit pouvoir être tenu responsable de ses actions et de ses décisions.

## **IV. Remise en question du pouvoir de l'Etat : vision critique et prospective.**

Au-delà des justifications traditionnelles du pouvoir de l'État, il est important de prendre en compte les critiques à l'égard de sa légitimité. Pour certains, comme les anarchistes, l'existence même de l'État est une entrave à la liberté individuelle. Pour d'autres, c'est son rôle et sa portée qui doivent être remis en cause.

L'une des critiques les plus courantes de l'État moderne concerne son interventionnisme. L'économiste Friedrich Hayek affirme dans « La Route de la servitude » que l'intervention excessive de l'État dans l'économie menace la liberté individuelle et conduit au totalitarisme. Il préconise donc une limitation radicale du rôle de l'État.

De plus, avec l'émergence du numérique, le rôle de l'État est de plus en plus mis en question. Les nouvelles technologies permettent d'imaginer des formes de démocratie directe qui remettent en cause la nécessité d'un État centralisé. C'est ce que propose Pierre Lévy avec l'idée de « l'intelligence collective », où les citoyens sont capables de prendre des décisions collectivement sans intermédiaire étatique.

Ces remises en question invitent à repenser le rôle de l'État dans la société d'aujourd'hui et de demain. Elles ouvrent la voie à une réflexion sur la manière dont le pouvoir étatique peut être exercé de manière plus démocratique, équitable et respectueuse des droits des citoyens.

## **Conclusion**

En conclusion, l'État exerce son pouvoir en vertu de certains droits découlant de diverses sources. Cantonné dans le royaume théorique, le pouvoir de l'État trouve ses racines dans l'ordre social établi, qui est lui-même façonné par des forces historiques et philosophiques. Cependant, ce pouvoir est légitimé par le consentement des gouvernés exprimé à travers une entente sociale. C'est cette acceptation des citoyens qui donne à l'État le droit d'exercer son autorité. S'ensuit alors l'exercice même du pouvoir dont la méthode doit équilibrer nécessité d'action et respect des limites éthiques établies, une tâche délicate qui requiert une réflexion constante et une analyse sage. Enfin, le pouvoir de l'État est soumis à une remise en question critique et prospective, génératrice de progrès et d'amélioration. Cette dimension critique est indispensable, car aucun pouvoir ne devrait jamais être envisagé comme absolu ou incontestable. L'État, en tant que garant de l'intérêt général, doit justifier son exercice du pouvoir et accepter la remise en question de celui-ci. Ainsi, le droit de l'État à exercer un pouvoir se tisse grâce à un subtil équilibre entre nécessité, consentement, contrôle, et critique.